

Sur le fil : l'Asie de l'Est face à la Chine

L'Asie de l'Est est sans nul doute la région du monde qui concentre aujourd'hui à la fois le plus de tensions (politiques, militaires, stratégiques) et le plus d'intérêts (commerciaux, financiers, technologiques). Elle se trouve prise entre les deux fronts d'une rivalité sino-américaine qui oblige les États de la région à adapter leur positionnement vis-à-vis des deux grandes puissances, et particulièrement d'une Chine dont l'assurance politique et militaire croissante s'exerce aux dépens de ses voisins. L'objectif de ce dossier est d'examiner comment ces acteurs ménagent leurs intérêts et leurs vulnérabilités face à l'imposante puissance chinoise.

Céline Pajon décrypte la situation délicate dans laquelle se trouve Tokyo entre une forte dépendance économique vis-à-vis de la Chine et un renforcement significatif de l'alliance avec Washington et de ses partenariats stratégiques. L'objectif de Tokyo est de préserver ses intérêts économiques et la coexistence pacifique avec Pékin, tout en assurant ses arrières, grâce au soutien de l'allié américain et de ses autres partenaires.

Antoine Bondaz éclaire la double frustration persistante de la relation entre Séoul et Pékin. Il montre comment, en dépit d'épisodes de rapprochement et de la bonne volonté manifeste de Séoul, les deux États peinent à dépasser des différends structurels, au premier chef concernant la Corée du Nord. À l'instar du Japon, la Corée du Sud est engagée dans un exercice d'équilibrisme entre Pékin et Washington.

Autrement plus houleuse, la relation entre Taïwan et la République populaire de Chine (RPC) est porteuse des plus grands risques pour la stabilité régionale. Marc Julienne et John Seaman analysent la dégradation sans précédent de cette relation, les atteintes portées par Pékin au *statu quo* entre les deux rives, mais aussi l'émergence de Taïwan sur la scène mondiale comme acteur démocratique et responsable, et comme puissance technologique incontournable, y compris pour la Chine.

Sophie Boisseau du Rocher montre la force d'attraction, apparemment irrésistible, de la Chine sur la plupart de ses dix voisins méridionaux. Sous couvert d'une approche bienveillante, l'influence chinoise en Asie

du Sud-Est s'intensifie, enserrant des pays dont la marge de manœuvre se réduit. Et pourtant : face aux prétentions chinoises en mer de Chine méridionale, certains tentent de renforcer leurs capacités navales, de recourir à l'arbitrage international, ou d'approfondir leurs partenariats de sécurité avec des puissances étrangères.

Dans une vision certes élargie de l'Asie de l'Est, le cas de l'Australie ne pouvait être ignoré. Nadège Rolland décrit l'entrisme chinois dans la politique et la société australiennes, les méthodes de collusion et de corruption du Parti communiste chinois pour pénétrer et influencer sur les systèmes décisionnels australiens. D'où la réaction de l'Australie qui, depuis 2017, s'appuie sur les instruments de sa propre démocratie pour se prémunir contre l'ingérence chinoise.

L'apport majeur de ce dossier est d'éclairer les dynamiques communes à ces pays et leurs relations à la Chine. Quatre tendances peuvent être identifiées.

La première est la rupture, dans la seconde moitié des années 2010, de la dynamique positive qui sous-tendait jusqu'alors les relations diplomatiques entre la Chine et ses voisins d'Asie de l'Est. L'optimisme lié à l'expansion de la coopération entre la Chine et ses voisins cède la place à la défiance, en réponse à la multiplication des tensions et intimidations. En Corée du Sud, les progrès de la relation bilatérale sont compromis dès 2016 par l'annonce du déploiement du système américain de défense antimissile THAAD, et par les sanctions appliquées par la Chine en représailles. Au Japon, l'embellie des relations avec Pékin amorcée en 2017 fait long feu en 2020, avec le durcissement de la rivalité sino-américaine et les coups de boutoir chinois en mer de Chine. À Taïwan, l'élection de la présidente Tsai Ing-wen en 2016 (réélue en 2020) est un camouflet inacceptable pour Pékin qui rompt le dialogue avec l'île. En Australie, les mesures prises par le gouvernement, à partir de 2017, pour contrer les ingérences chinoises conduisent à une détérioration spectaculaire de la relation bilatérale. Le constat est plus contrasté en Asie du Sud-Est, bien que les Philippines semblent être entrées, elles aussi, dans une nouvelle zone de turbulence avec Pékin sur la mer de Chine méridionale depuis mars 2021.

La détérioration et le durcissement des relations de la Chine avec ses voisins se manifestent depuis lors par deux tendances claires : une démonstration de force de plus en plus décomplexée de Pékin, accompagnée de mesures de coercition économique pour faire pression et intimider les pays de la région.

L'augmentation de la pression militaire chinoise est particulièrement évidente sur le Japon et Taïwan. La Chine multiplie les patrouilles maritimes et aériennes autour des îles Senkaku et à l'intérieur de la zone d'identification et de défense aérienne de Taïwan, elle militarise ses garde-côtes depuis 2018 et a voté une nouvelle loi début 2021 autorisant ces derniers à user d'armes létales. La Chine use en outre de stratégies hybrides pour faire pression sur ses voisins, en déployant notamment sa milice maritime – ces bateaux de pêche aux ordres de Pékin et sous commandement de l'armée, qui se sont illustrés en mars 2021 par l'occupation du récif de Whitsun dans la zone économique exclusive des Philippines. La pression militaire chinoise entraîne un effort de réarmement et de modernisation des armées au Japon, à Taïwan, aux Philippines, en Malaisie, au Vietnam et en Australie.

La coercition économique de la Chine s'observe dans toute la zone. Séoul, Tokyo, Taipei, Manille et Canberra ont tous été victimes de l'imposition par Pékin de droits de douane, de blocus des importations, ou de boycotts de leurs produits. Ces mesures ont toutefois eu pour effet de pousser ces pays à chercher des parades aux rétorsions chinoises. La diversification des partenaires économiques et des marchés d'exportation pour réduire la dépendance économique vis-à-vis de la Chine devient ainsi un axe d'effort important en Corée du Sud (New Southern Policy), au Japon, à Taïwan (New Southbound Policy), en Asie du Sud-Est et en Australie.

Enfin, la dernière tendance commune résulte directement de l'intensification de la rivalité sino-américaine, désormais structurante pour les stratégies diplomatiques. Si la compétition entre les deux puissances mondiales peut représenter une opportunité pour certains, elle reste porteuse d'incertitude et d'instabilité pour l'ensemble des États d'Asie de l'Est, qui cherchent à maintenir des relations apaisées avec Pékin pour préserver leurs intérêts économiques, tout en approfondissant leurs alliances et partenariats sécuritaires avec Washington. Dans le cas du Japon, on évoque un « exercice d'équilibre périlleux », et pour la Corée du Sud une « politique d'équilibriste de plus en plus difficile à tenir ». Le constat est similaire en Asie du Sud-Est, où la dépendance économique vis-à-vis de la Chine est très forte, et le réengagement américain dans la région bienvenu, notamment aux Philippines et au Vietnam. Taïwan est sans doute l'exemple paroxystique de cette situation : le danger d'une unification par la force n'a jamais été aussi présent, et le soutien américain jamais aussi affirmé depuis 1979. L'Australie semble quant à elle sortie de ce dilemme et de ses illusions, s'efforçant de réduire autant que possible ses dépendances vis-à-vis de Pékin.

politique étrangère | 2:2021

La désillusion australienne pourrait préfigurer les réactions à venir à Séoul, Tokyo et Taipei, voire dans certains pays d'Asie du Sud-Est. Les pressions politiques, économiques et militaires de Pékin semblent avoir raison des stratégies d'équilibre des gouvernements, ainsi que des opinions publiques dont la perception de la Chine se dégrade constamment. Dès lors, les États-Unis apparaissent comme un partenaire non seulement attractif, mais indispensable.

Marc Julienne

Chercheur, responsable des activités Chine
au Centre Asie de l'Ifri

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



TARIFS 2021

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	80,00 €	100,00 €
	e-only	65,00 €	80,00 €
Institutions	papier + numérique	175,00 €	195,00 €
	e-only	130,00 €	150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	70,00 €	75,00 €
	e-only	50,00 €	55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	23,00 €
Numéro antérieur à 2014	20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>



ARMAND COLIN